

Caen

Parcoursup : lycéens et étudiants dans la rue

QUOTIDIEN OUEST-FRANCE | vendredi 2 février 2018

712 mots



Étudiants et lycéens se sont retrouvés à l'université pour ensuite défiler jusqu'au rectorat. - Crédit Ouest-France

Pour dire non à la sélection d'entrée à l'université, les lycéens ont bloqué, hier, les accès de Malherbe, Jean-Rostand et Charles-de-Gaulle. Ils ont rejoint des étudiants pour se rendre au rectorat.

Reportage

9 h, devant le lycée Malherbe, les deux entrées sont filtrées par des lycéens. « **On ne laisse entrer que les élèves et les profs des classes préparatoires et les lycéens qui ont des épreuves de sport à passer aujourd'hui** », expliquent Jeanne et Églantine, toutes les deux 17 ans et élèves de terminale S. « **Plusieurs lycées en France bloquent aussi leur accès. C'est mercredi en AG, où nous étions 500, que nous avons voté le blocus** ».

Ils se mobilisent pour le retrait de la loi relative à « l'orientation et à la réussite des étudiants » adoptée le 19 décembre 2017 à l'Assemblée nationale. Celle-ci redéfinit l'accès à l'université *via* la nouvelle plateforme d'orientation après le bac : Parcoursup.

« **L'université ne sera plus ouverte à tous comme c'était le cas, dès qu'on avait son bac !** », déplorent Jeanne et Églantine.

Pour Anna-Lou, en terminale littéraire, il est nécessaire de « **rester mobilisé. Or, je constate que nous avons un problème de mobilisation et d'information** ». C'est pourquoi ils ont décidé de demander aux étudiants de se joindre à eux et de les informer lors de réunions. Certains scandent « **Macron t'es foutu la jeunesse est dans la rue** ». Un slogan qui n'est pas sans rappeler celui dédié à Alain Devaquet, ancien ministre de Jacques Chirac et dont la tentative de réforme de l'université avait échoué en 1986 après un grand mouvement de protestation étudiante.

Reçus au rectorat

11 h, devant le Phoenix de l'université de Caen Normandie, des étudiants attendent les lycéens. Ils regrettent un système de sélection sur dossier dans des filières où il y a plus de demandes

que de places disponibles : **« Nous sommes là pour dénoncer ce que le gouvernement appelle les attendus dans chaque formation et qui va creuser les inégalités sociales. Ce seront les conseils de classe et l'université qui décideront de l'orientation en fonction des résultats des élèves »**, explique un membre de l'Union nationale des étudiants de France (Unef). Une fois réunis, ils s'élancent dans la descente de la rue du Gaillon aux côtés de l'Unef, l'UNL, le Snup-FSU, la CGL, FO, la CGT, Sud, Syndicat national des collèges et des lycées (SNCL). Objectif : rejoindre le rectorat pour affirmer leur désaccord et rencontrer le recteur.

Arrivés devant la grille fermée, certains décident de l'ouvrir coûte que coûte. Dix minutes après, ils y parviennent et s'engouffrent dans les jardins pour rejoindre le bâtiment central. Représentants des lycéens et des étudiants prennent la parole à tour de rôle : **« Le gouvernement met en place avec la sélection, une méritocratie à l'université. Derrière cette réforme leur objectif est clair : casser le service public d'éducation, mettre les universités à la disposition des entreprises et écarter les classes populaires de l'enseignement supérieur et du savoir »**, ajoute Loris Pena, de l'Union nationale lycéenne.

Ils sont accueillis par la directrice de cabinet du recteur qui invite une petite délégation à rencontrer un représentant de l'Éducation nationale. **« Nous n'avons pas vu le recteur mais sa directrice de cabinet et deux autres représentant de l'Éducation nationale et nous avons pu exprimer nos revendications et nos craintes face à cette réforme »**.

Ce vendredi, les lycéens de Malherbe et Charles-de-Gaulle souhaitent poursuivre le mouvement.